



## Cahier Spécial des Charges

Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatique au Sud-Ubangi.

Procédure Ouverte

Code Navision : COD2299311SH3-10156

# Table des matières

<b>2</b>	<b>Généralités</b> .....	<b>5</b>
2.1	Dérogations aux règles générales d'exécution .....	5
2.2	Pouvoir adjudicateur.....	5
2.3	Cadre institutionnel d'Enabel .....	5
2.4	Règles régissant le marché.....	6
2.5	Définitions.....	7
2.6	Confidentialité.....	8
2.7	Obligations déontologiques.....	9
2.8	Droit applicable et tribunaux compétents.....	10
<b>3</b>	<b>Objet et portée du marché</b> .....	<b>11</b>
3.1	Nature du marché.....	11
3.2	Objet du marché .....	11
3.3	Lots.....	11
3.4	Postes.....	11
3.5	Durée du marché .....	11
3.6	Variantes ♣ .....	12
3.7	Option .....	12
3.8	Quantité.....	12
<b>4</b>	<b>Objet et portée du marché</b> .....	<b>12</b>
4.1	Mode de passation.....	12
4.2	Publication .....	12
4.2.1	Publicité officielle.....	12
4.2.2	Publications complémentaires.....	12
4.3	Information .....	12
4.4	Offre.....	13
4.4.1	Données à mentionner dans l'offre .....	13
4.4.2	Durée de validité de l'offre .....	13
4.4.3	Détermination des prix .....	13
4.4.4	Éléments inclus dans le prix.....	13
4.4.5	Introduction des offres .....	14
4.4.6	Modification ou retrait d'une offre déjà introduite.....	14
4.4.7	Ouverture des offres.....	15
4.5	Sélection des soumissionnaires .....	15

4.5.1	Motifs d'exclusion .....	15
4.5.2	Critères de sélection .....	16
4.5.3	Modalités d'examen des offres et régularité des offres .....	16
4.5.4	Critères d'attribution ♣ .....	17
4.5.4.1	Cotation finale.....	18
4.5.4.2	Attribution du marché .....	18
4.5.5	Conclusion du contrat .....	18
<b>5</b>	<b>Dispositions contractuelles particulières.....</b>	<b>19</b>
5.1	Fonctionnaire dirigeant (art. 11).....	19
5.2	Sous-traitants (art. 12 à 15) .....	19
5.3	Confidentialité (art. 18).....	19
5.4	Protection des données personnelles.....	20
5.5	Droits intellectuels (art. 19 à 23) .....	21
5.6	Cautionnement (art.25 à 33) .....	21
5.7	Conformité de l'exécution (art. 34) .....	23
5.8	Modifications du marché (art. 37 à 38/19).....	23
5.8.1	Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3).....	23
5.8.2	Révision des prix (art. 38/7) .....	23
5.8.3	Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12) 23	
5.8.4	Circonstances imprévisibles.....	24
5.9	Réception technique préalable (art. 41-42).....	24
5.10	Modalités d'exécution (art. 115 es) .....	24
5.10.1	Délais et clauses (art. 116) .....	24
5.10.2	Quantités à fournir (art. 117).....	25
5.10.3	Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149) .....	25
5.10.4	Emballages (art.119) .....	25
5.10.5	Vérification de la livraison (art. 120).....	25
5.10.6	Responsabilité du fournisseurs (art. 122) .....	26
5.11	Tolérance zéro exploitation et abus sexuels.....	26
5.12	Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 123-126).....	26
5.12.1	Défaut d'exécution (art. 44).....	26
5.12.2	Amendes pour retard (art. 46 et 123).....	27
5.12.3	Mesures d'office (art. 47 et 124) .....	27
5.13	Fin du marché .....	28

5.13.1 Réception des produits fournis (art. 64-65 et 128).....	28
5.13.2 Transfert de propriété (art. 132).....	28
5.13.3 Délai de garantie (art. 134) .....	28
5.13.4 Réception définitive (art. 135) .....	28
5.13.5 Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -127) .....	28
5.14 Litiges (art. 73) .....	29
<b>6 Termes de référence .....</b>	<b>30</b>
6.1 Conditions générales.....	2
6.2 Service après-vente.....	2
<b>7 Formulaires .....</b>	<b>3</b>
7.1 Fiche d'identification .....	3
7.1.1 Personne physique.....	3
7.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique.....	4
7.1.3 Entité de droit public .....	5
7.1.4 Sous-traitants .....	5
7.2 Formulaire d'offre - Prix.....	6
7.3 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion .....	7
7.4 Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires .....	9
7.5 Bordereau de prix .....	10
7.6 Documents à remettre – liste exhaustive .....	13

## 2 Généralités

### 2.1 Dérogations aux règles générales d'exécution

La section 4. « Conditions contractuelles et administratives particulières » du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14.01.2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent CSC, il est dérogé à l'article 26 des Règles Générales d'Exécution - RGE (Règles Générales d'Exécution) (AR du 14.01.2013).

### 2.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles). Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par Léa Lecomte, Contract Support Manager.

### 2.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- La loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement<sup>1</sup> ;
- La Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public<sup>2</sup> ;
- La loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel : citons, à titre de principaux exemples :

- Sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- Sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;

<sup>1</sup> M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

<sup>2</sup> M.B. du 1er juillet 1999.

<sup>3</sup> M.B. du 18 novembre 2008.

CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatiques au Sud-Ubangi. □  
COD2299311SH3-10156

- sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail<sup>4</sup> consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- Sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- Le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.
- Le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;

## 2.4 Règles régissant le marché

- Sont e.a. d'application au présent marché public :
- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics<sup>5</sup> ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services<sup>6</sup>
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques<sup>7</sup> ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics<sup>8</sup> ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics.
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur [www.publicprocurement.be](http://www.publicprocurement.be).
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- La législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail' ou similaire.
- • Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des

<sup>4</sup> <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdisp1.htm>.

<sup>5</sup> M.B. 14 juillet 2016.

<sup>6</sup> M.B. du 21 juin 2013.

<sup>7</sup> M.B. 9 mai 2017.

<sup>8</sup> M.B. 27 juin 2017.

CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatique au Sud-Ubangi. □  
COD2299311SH3-10156

données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD) ;

- • Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur [www.publicprocurement.be](http://www.publicprocurement.be), le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

## 2.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;

L'adjudicataire / le prestataire de services : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur : Enabel, représentée par le Représentant résident d'Enabel en RD – Congo ;

L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;

Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;

Documents du marché : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

Spécification technique : une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;

Les règles générales d'exécution RGE : les règles se trouvant dans l'AR du 14.01.2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Le cahier spécial des charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;

BDA : le Bulletin des Adjudications

JOUE : le Journal Officiel de l'Union européenne

OCDE : l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ;

La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

Le litige : l'action en justice.

Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché.

Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement

Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement

Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

## **2.6 Confidentialité**

### **1.6.1 Traitement des données à caractère personnel**

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de ce la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

### **1.6.2 Confidentialité**



Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

**DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'ENABEL :** Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

## **2.7 Obligations déontologiques**

1.7.1. Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

1.7.2. Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues sur le plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

1.7.3. Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et ses personnes ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

1.7.4. Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

1.7.5. De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

1.7.6. L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est

CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatique au Sud-Ubangi. □  
COD2299311SH3-10156

susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

1.7.7. Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

## **2.8 Droit applicable et tribunaux compétents**

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution.

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution.

## 3 Objet et portée du marché

### 3.1 Nature du marché

Marché public de fournitures.

### 3.2 Objet du marché

Ce marché de services consiste en la fourniture, la livraison et l'installation de matériels informatiques au Sud-Ubangi, conformément aux conditions du présent CSC.

### 3.3 Lots<sup>9</sup>

Le marché est divisé en 3 lots formant chacun un tout indivisible. Le soumissionnaire peut introduire une offre pour un, plusieurs ou tous les lots. Une offre pour une partie d'un lot est irrecevable.

La description de chaque lot est reprise dans la partie 5. *Spécifications techniques* du présent du présent CSC.

Les lots sont les suivants :

- Lot 1 : les terminaux ;
- Lot 2 : les accessoires ;
- Lot 3 : Matériel de visioconférence.

Dans ses offres pour plusieurs lots, le soumissionnaire peut présenter des rabais ou propositions d'amélioration de son offre pour le cas où ces mêmes lots lui seraient attribués.

Le soumissionnaire indique dans ses offres pour plusieurs lots son **ordre de préférence** pour l'attribution de ces lots. En l'absence d'une telle indication, le pouvoir adjudicateur classera les offres selon la combinaison la plus avantageuse.

### 3.4 Postes

Chaque lot de ce marché est composé des postes repris dans la partie 5 du présent CSC :

Ces postes seront groupés et forment plusieurs lots. Il n'est pas possible de soumissionner pour un ou plusieurs postes et le soumissionnaire est tenu de remettre un prix pour tous les postes d'un même lot.

### 3.5 Durée du marché<sup>10</sup>

Durée fixe

Le marché débute pour chacun des lots à la notification de l'attribution et a une durée de 4 mois sans possibilité de reconduction.

<sup>9</sup> Pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 135.000 € htva, le P.A. a l'obligation d'envisager l'allotissement du marché, sauf motivation dans le dossier du marché.

<sup>10</sup> Ne pas confondre durée du marché et délai d'exécution.

### 3.6 Variantes ♣

Les variantes ne sont pas admises.

### 3.7 Option

Les options ne sont pas admises

### 3.8 Quantité

Les quantités fermes par poste sont mentionnées dans le bordereau de prix du cahier spécial de charges au point 7.5 *bordereau de prix*. Le soumissionnaire doit être capable de fournir les quantités mentionnées dans le bordereau de prix du CSC pour chaque lot qu'il envisage de soumissionner. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander des quantités supplémentaires via des bons de commande. Les prix unitaires seront ceux remis lors de la remise de l'offre et ces prix unitaires ne pourront être modifiés.

Le montant total des quantités commandées ne pourra excéder 1.900.000€.

## 4 Objet et portée du marché

### 4.1 Mode de passation

Le présent marché est attribué, en application de 36 de la loi du 17 juin 2016, via une procédure ouverte.

### 4.2 Publication

#### 4.2.1 Publicité officielle

Le présent marché fait l'objet d'une publication officielle au Bulletin des Adjudication et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

#### 4.2.2 Publications complémentaires

Le présent CSC est publié sur le site Web de Enabel ([www.enabel.be](http://www.enabel.be)).

### 4.3 Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par la Cellule Marchés publics d'Enabel en RDC ([procurement.cod@enabel.be](mailto:procurement.cod@enabel.be)). Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service / cette personne et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent CSC.

Jusqu'à 10 jours avant la date limite de dépôt des offres, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le CSC et le marché. Les questions seront posées par écrit à Mme Léa Lecomte, [lea.lecomte@enabel.be](mailto:lea.lecomte@enabel.be) et il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception. L'aperçu complet des questions posées sera disponible à partir du 8<sup>ème</sup> jour précédant l'ouverture des offres à l'adresse ci-dessus.

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatique au Sud-Ubangi. □  
COD2299311SH3-10156

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant le CSC qui sont publiées sur le site web d'Enabel ou qui lui sont envoyées par courrier électronique. À cet effet, s'il a téléchargé le CSC sous forme électronique, il lui est vivement conseillé de transmettre ses coordonnées au gestionnaire de marchés publics mentionné ci-dessus et de se renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires.

Le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 10 jours avant la date limite de réception des offres.

## **4.4 Offre**

### **4.4.1 Données à mentionner dans l'offre**

L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés au titre 1 de la loi du 17 juin 2016 et qui sont applicables à la présente procédure de passation.

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français, en néerlandais ou en anglais.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

### **4.4.2 Durée de validité de l'offre**

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 90 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

### **4.4.3 Détermination des prix**

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en EURO.

Le présent marché est un marché à bordereau de prix, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant les prix unitaires mentionnés dans l'inventaire aux quantités réellement exécutées.

### **4.4.4 Éléments inclus dans le prix**

Le fournisseur est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques inhérents à l'exécution du marché, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix :

1° les emballages, sauf si ceux-ci restent la propriété du soumissionnaire, les frais de chargement, de transbordement et de déchargement intermédiaire, de transport, d'assurance et de dédouanement ;

2° le déchargement, le déballage et la mise en place au lieu de livraison, à condition que les documents du marché mentionnent le lieu exact de livraison et les moyens d'accès ;

3° la documentation relative à la fourniture et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur ;

4° le montage et la mise en service ;

5° la formation nécessaire à l'usage ;

6° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des services ; travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

7° les droits de douane et d'accise ;

8° les frais de réception.

9° les frais de livraison.

10° tous les prix sont **DAP** (INCOTERMS 2010)

#### 4.4.5 Introduction des offres

Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par lot.

Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante :

- Un exemplaire original de l'offre complète sera introduit sur papier. En plus, le soumissionnaire joindra à l'offre les copies demandées dans les directives pour l'établissement de l'offre (voir Partie ...). Le cas échéant, ces copies peuvent être introduites sous forme d'un ou plusieurs fichiers au format .PDF sur **Clé Usb**.

Elle est introduite sous pli définitivement scellé, portant la mention : Offre / COD2299311SH3-10156 – Ouverture des offres le **04/09/2024**, c/Léa Lecomte.

Elle peut être introduite :

a)  par la poste (envoi normal ou recommandé)

Dans ce cas, le pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée adressée à :

Enabel – Agence belge de développement / Cellule Marchés Publics sur le Bld du 30 juin, résidence 125 dans la commune de Gombe – Kinshasa en République Démocratique du Congo.

b)  par remise contre accusé de réception.

Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : de 9h. à 12h. et de 13 h. à 16 h. (voir adresse mentionnée au point Ouverture des offres).

Toute demande de participation ou offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. (Article 83 de l'AR Passation).

#### 4.4.6 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, ceci doit se dérouler conformément aux dispositions des articles 43 et 85 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatique au Sud-Ubangi.   
COD2299311SH3-10156

portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut également être communiqué par téléfax, ou via un moyen électronique, pour autant qu'il soit confirmé par lettre recommandée déposée à la poste ou contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

Ainsi, les modifications à une offre qui interviennent après la signature du rapport de dépôt, ainsi que son retrait donnent lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt qui doit être signé conformément au paragraphe 1er.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit être pur et simple.

Lorsque le rapport de dépôt dressé à la suite des modifications ou du retrait visés à l'alinéa 1er, n'est pas revêtu de la signature visée au paragraphe 1er, la modification ou le retrait est d'office entaché de nullité. Cette nullité ne porte que sur les modifications ou le retrait et non sur l'offre elle-même.

#### **4.4.7 Ouverture des offres**

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le **04/09/2024** à 10h00. L'ouverture des offres est publique.

La séance d'ouverture des offres se fera à l'adresse indiquée ci-dessus pour le dépôt des offres.

### **4.5 Sélection des soumissionnaires**

#### **4.5.1 Motifs d'exclusion**

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges.

Par l'introduction de la déclaration en annexe du présent CSC lors du dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 70 de la loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 64 de l'A.R. du 18 avril 2017.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée.

A cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné par les moyens les plus rapides, et dans le délai qu'il détermine, de fournir les renseignements ou documents permettant de vérifier sa situation personnelle.

Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement par des moyens électroniques auprès des services qui en sont gestionnaires.

Par le dépôt de son **offre accompagné du document unique de marché européen (DUME)**, le soumissionnaire déclare officiellement sur l'honneur :

1° qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion obligatoires ou facultatifs, qui doit ou peut entraîner son exclusion ;

2° qu'il répond aux critères de sélection qui ont été établis par le pouvoir adjudicateur dans le présent marché ;

Le soumissionnaire peut soit compléter le DUME joint en annexe, soit générer sa réponse sur le site : <https://ec.europa.eu/tools/espdp/filter>

Le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire, si nécessaire, à tout moment de la procédure, de fournir tout ou partie des documents justificatifs, si cela est nécessaire pour assurer le bon déroulement de la procédure. Le soumissionnaire n'est pas tenu de présenter des documents justificatifs ou d'autres pièces justificatives lorsque et dans la mesure où le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre.

A l'exception des motifs d'exclusion relatifs aux dettes fiscales et sociales, le soumissionnaire qui se trouve dans l'une des situations d'exclusion obligatoires ou facultatives peut prouver d'initiative qu'il a versé ou entrepris de verser une indemnité en réparation de tout préjudice causé par l'infraction pénale ou la faute, clarifié totalement les faits et circonstances en collaborant activement avec les autorités chargées de l'enquête et pris des mesures concrètes de nature technique et organisationnelle et en matière de personnel propres à prévenir une nouvelle infraction pénale ou une nouvelle faute.

#### **4.5.2 Critères de sélection**

Le soumissionnaire est, en outre, tenu de démontrer à l'aide des documents demandés ci-dessous qu'il est suffisamment capable, tant du point de vue économique et financier que du point de vue technique, de mener à bien le présent marché public.

Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières.

##### **Capacité financière.**

- Avoir réalisé en moyenne annuelle sur les deux dernières années un chiffre d'affaires de minimum de 200.000 euros. Ce chiffre d'affaires doit être accompagné des comptes annuels approuvés des deux dernières années (en y incluant le compte de résultats).

##### **Capacité technique.**

- Avoir réalisé au moins un service similaire en termes d'objet au cours des 3 dernières années. Le service similaire doit être accompagné d'un PV de réception ou attestation de bonne exécution signé par l'autorité contractante.

#### **4.5.3 Modalités d'examen des offres et régularité des offres**

Avant de procéder à l'évaluation et à la comparaison des offres, le pouvoir adjudicateur examine leur régularité.

CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatiques au Sud-Ubangi. □  
COD2299311SH3-10156



Les offres doivent être établies de manière telle que le pouvoir adjudicateur puisse faire son choix sans entrer en négociation avec le soumissionnaire. Pour cette raison, et afin de pouvoir juger les offres sur pied d'égalité, il est fondamental que les offres soient entièrement conformes aux dispositions du CSC, tant sur le plan formel que matériel.

Les offres substantiellement irrégulières sont exclues.

Constitue une irrégularité substantielle celle qui est de nature à donner un avantage discriminatoire au soumissionnaire, à entraîner une distorsion de concurrence, à empêcher l'évaluation de l'offre du soumissionnaire ou la comparaison de celle-ci aux autres offres, ou à rendre inexistant, incomplet ou incertain l'engagement du soumissionnaire à exécuter le marché dans les conditions prévues.

Sont réputées substantielles notamment les irrégularités suivantes :

1° le non-respect du droit environnemental, social ou du travail, pour autant que ce non-respect soit sanctionné pénalement ;

2° le non-respect des exigences visées aux articles 38, 42, 43, § 1er, 44, 48, § 2, alinéa 1er, 54, § 2, 55, 83 et 92 de l'AR du 18 avril 2017 et par l'article 14 de la loi, pour autant qu'ils contiennent des obligations à l'égard des soumissionnaires ;

3° le non-respect des exigences minimales et des exigences qui sont indiquées comme substantielles dans les documents du marché ;

4° les offres qui ne comportent pas de signature manuscrite originale sur le formulaire d'offre

Le Pouvoir Adjudicateur déclare également nulle l'offre qui est affectée de plusieurs irrégularités non substantielles qui, du fait de leur cumul ou de leur combinaison, sont de nature à avoir les mêmes effets que décrits ci-dessus (conformément à l'article 76 de l'AR du 18 avril 2017).

#### 4.5.4 Critères d'attribution ♣

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière qu'il juge économiquement la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

- Attribution sur la base du **prix (80 points)** :
  - Prix : le soumissionnaire remettra dans son offre un prix unitaire pour chaque article ainsi que le prix total.

Le critère sera évalué comme suit : *(offre la moins disant/offre considérée) x 80*.

- Attribution sur la base du **délai de livraison (20 points)** :
  - Délai de livraison : le soumissionnaire proposera dans son offre un délai de livraison exprimé en jours calendriers.

Le critère sera évalué comme suit : *(délai de livraison le plus court/délai de livraison de l'offre considérée) x 20*.

#### **4.5.4.1 Cotation finale**

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire, l'exactitude de la déclaration sur l'honneur et à condition que le contrôle ait démontré que la déclaration sur l'honneur correspond à la réalité.

#### **4.5.4.2 Attribution du marché**

Les lots du marché seront attribués au soumissionnaire qui aura remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

Le pouvoir adjudicateur se réserve aussi le droit de n'attribuer que certain(s) lot(s) et de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou de plusieurs nouveaux marchés, au besoin suivant une autre procédure de passation en application de l'art. 58 §1, 3ième paragraphe.

#### **4.5.5 Conclusion du contrat**

Conformément à l'art. 88 de l'A.R. du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.

La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique ou par fax et, le même jour, par envoi recommandé.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément au :

- Le présent CSC et ses annexes ;
- L'offre approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

## 5 Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce CSC contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Dans ce CSC, il est dérogé à l'article 26 des RGE.

### 5.1 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est M. Yannick Mukendi, courriel : [yannick.mukendi@enabel.be](mailto:yannick.mukendi@enabel.be).

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du fournisseur. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC.

Le fonctionnaire dirigeant est responsable du suivi de l'exécution du marché.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point Le pouvoir adjudicateur.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

### 5.2 Sous-traitants (art. 12 à 15)

Lorsque l'adjudicataire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du pouvoir adjudicateur, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles à charge de l'adjudicataire sont imposées à ce sous-traitant par contrat ou tout autre acte juridique.

De la même manière, l'adjudicataire respectera et fera respecter par ses sous-traitants, les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD). Un audit éventuel des traitements opérés pourrait être réalisé par le pouvoir adjudicateur en vue de valider sa conformité à cette législation.

### 5.3 Confidentialité (art. 18)

Les connaissances et renseignements recueillis par l'Adjudicataire, en ce compris par toutes

les personnes en charge de la mission ainsi que par toutes autres personnes intervenant dans le cadre du présent marché sont strictement confidentiels.

En aucun cas les informations recueillies, peu importe leur origine et leur nature, ne pourront être transmis à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Toutes les parties intervenant directement ou indirectement sont donc tenues au devoir de discrétion.

Conformément à l'article 18 de l'A.R. du 14 /01/2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentiels, toutes informations, tous faits, tous documents et/ou toutes données, quels qu'en soient la nature et le support, qui lui auront été communiqués, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou auxquels il aura accès, directement ou indirectement, dans le cadre ou à l'occasion du présent marché. Les informations confidentielles couvrent notamment, sans que cette liste soit limitative, l'existence même du présent marché.

A ce titre, il s'engage notamment :

- à respecter et à faire respecter la stricte confidentialité de ces éléments, et à prendre toutes précautions utiles afin d'en préserver le secret (ces précautions ne pouvant en aucun cas être inférieures à celles prises par le Soumissionnaire pour la protection de ses propres informations confidentielles) ;
- à ne consulter, utiliser et/ou exploiter, directement ou indirectement, l'ensemble des éléments précités que dans la mesure strictement nécessaire à la préparation et, le cas échéant, à l'exécution du présent marché (en ayant notamment égard aux dispositions législatives en matière de protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel) ;
- à ne pas reproduire, distribuer, divulguer, transmettre ou autrement mettre à disposition de tiers les éléments précités, en totalité ou en partie, et sous quelque forme que ce soit, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur ;
- à restituer, à première demande du Pouvoir Adjudicateur, les éléments précités ;
- d'une manière générale, à ne pas divulguer directement ou indirectement aux tiers, que ce soit à titre publicitaire ou à n'importe quel autre titre, l'existence et/ou le contenu du présent marché, ni le fait que le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire exécute celui-ci pour le Pouvoir Adjudicateur, ni, le cas échéant, les résultats obtenus dans ce cadre, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur. »

## **5.4 Protection des données personnelles**

### 4.4.1 Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatique au Sud-Ubangi. □  
COD2299311SH3-10156

#### 4.4.2 Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

### **5.5 Droits intellectuels (art. 19 à 23)**

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

### **5.6 Cautionnement (art.25 à 33)**

Le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du marché. Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes :

1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : [https://finances.belgium.be/sites/default/files/01\\_marche\\_public.pdf](https://finances.belgium.be/sites/default/files/01_marche_public.pdf)

(PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail [info.cdcdck@minfin.fed.be](mailto:info.cdcdck@minfin.fed.be)

2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;

2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;

3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

#### **La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception :**

1° en cas de réception provisoire : tient lieu de demande de libération de la première moitié du cautionnement

2° en cas de réception définitive : tient lieu de demande de libération de la seconde moitié du cautionnement, ou, si une réception provisoire n'est pas prévue, de demande de libération de la totalité de celui-ci.

## **5.7 Conformité de l'exécution (art. 34)**

Les travaux, fournitures et services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

## **5.8 Modifications du marché (art. 37 à 38/19)**

### **5.8.1 Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)**

Pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, un nouvel adjudicataire peut remplacer l'adjudicataire avec qui le marché initial a été conclu dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 38/3 des RGE.

L'adjudicataire introduit sa demande le plus rapidement possible par envoi recommandé, en précisant les raisons de ce remplacement, et en fournissant un inventaire détaillé de l'état des fournitures et services déjà exécutés déjà faites, les coordonnées relatives au nouvel adjudicataire, ainsi que les documents et certificats auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement.

Le remplacement fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois parties. L'adjudicataire initial reste responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la partie restante du marché.

### **5.8.2 Révision des prix (art. 38/7)**

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est possible.

### **5.8.3 Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)**

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- La suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;
- La suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;
- La suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.



Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur sur le déroulement et le coût du marché.

#### **5.8.4 Circonstances imprévisibles**

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

### **5.9 Réception technique préalable (art. 41-42)**

Les produits ne peuvent être mis en œuvre s'ils n'ont été, au préalable, réceptionnés par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Les produits qui, à un stade déterminé, ne satisfont pas aux vérifications imposées, sont déclarés ne pas se trouver en état de réception technique. A la demande de l'adjudicataire, le pouvoir adjudicateur vérifie conformément aux documents du marché si les produits présentent les qualités requises ou, à tout le moins, sont conformes aux règles de l'art et satisfont aux conditions du marché. Si les vérifications opérées comportent la destruction de certains produits, ceux-ci sont remplacés à ses frais par l'adjudicataire. Les documents du marché indiquent la quantité des produits qui seront détruits.

Lorsque le pouvoir adjudicateur constate que le produit présenté n'est pas dans les conditions requises pour être examiné, la demande de l'adjudicataire est considérée comme non avenue. Une nouvelle demande est introduite lorsque le produit se trouve prêt pour la réception.

### **5.10 Modalités d'exécution (art. 115 es)**

#### **5.10.1 Délais et clauses (art. 116)**

Les fournitures doivent être exécutées dans un délai à exprimer en jours calendrier que le soumissionnaire est tenu de mentionner dans son offre. Ce délai commence à courir à partir du deuxième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du bon de commande. Vu que le délai d'exécution est un critère d'attribution, le fait de ne pas mentionner ce délai aura pour conséquence l'irrégularité substantielle de l'offre. Tous les jours sont indistinctement comptés dans le délai.

Le bon de commande est adressé au fournisseur soit par envoi recommandé, soit par fax, soit par tout autre moyen permettant de déterminer la date d'envoi de manière certaine.

Les échanges de correspondance subséquents relatifs au bon de commande (et à la livraison) suivent les mêmes règles que celles prévues pour l'envoi du bon de commande chaque fois qu'une partie désire se ménager la preuve de son intervention.

En cas de réception du bon de commande postérieure au délai de deux jours ouvrables, le délai de livraison peut être prolongé au prorata du retard constaté pour la réception du bon de commande, à la demande écrite et justifiée du fournisseur. Si le service qui a fait la commande, après avoir examiné la demande écrite du fournisseur, l'estime fondée ou



partiellement fondée, il lui communique par écrit quelle prolongation de délai est acceptée.

En cas de libellé manifestement incorrect ou incomplet du bon de commande empêchant toute exécution de la commande, le fournisseur en avise immédiatement par écrit le service commandeur afin qu'une solution soit trouvée pour permettre l'exécution normale de la commande. Si nécessaire, le fournisseur sollicite une prolongation du délai de livraison dans les mêmes conditions que celles prévues en cas de réception tardive du bon de commande.

En tout état de cause, les réclamations relatives au bon de commande ne sont plus recevables si elles ne sont pas introduites dans les 15 jours (\*) calendrier à compter à partir du premier jour qui suit celui où le fournisseur a reçu le bon de commande.

#### **5.10.2 Quantités à fournir (art. 117)**

Le marché contient les quantités mentionnées au point 7.5 bordereau de prix.

Sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de résilier le marché si les marchandises fournies ne satisfont pas aux exigences imposées ou si elles ne sont pas livrées dans le délai prévu, par le fait de la conclusion du marché, le fournisseur acquiert le droit de fournir ces quantités, sous peine d'indemnisation par le pouvoir adjudicateur.

#### **5.10.3 Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)**

Les fournitures seront livrées à l'adresse suivante :

Les fournitures seront livrées à l'adresse suivante :

Sud-Ubangi en RDC dans les locaux de Enabel :11, Av du Congrès II, C/Labo, Gemena – RD Congo

#### **5.10.4 Emballages (art.119)**

Les emballages restent acquis au pouvoir adjudicateur, sans que le fournisseur puisse prétendre à aucune indemnité de ce chef.

#### **5.10.5 Vérification de la livraison (art. 120)**

Le fournisseur fournit exclusivement des biens qui sont exempts de tout vice apparent et/ou caché et qui correspondent strictement à la commande (en nature, quantité, qualité...) et, le cas échéant, aux prescriptions des documents associés ainsi qu'aux réglementations applicables, aux règles de l'art et aux bonnes pratiques, à l'état de la technique, aux plus hautes exigences normales d'utilisation, de fiabilité et de longévité, et à la destination que le pouvoir adjudicateur compte en faire et que le fournisseur connaît ou devrait à tout le moins connaître.

L'acceptation (réception provisoire) n'a lieu qu'après vérification complète par le pouvoir adjudicateur du caractère conforme des biens et services livrés. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de livraison. Ce délai prend cours le lendemain de l'arrivée des fournitures à destination, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit en possession du bordereau ou de la facture.

La signature apposée par le pouvoir adjudicateur (un membre du personnel du pouvoir adjudicateur), notamment dans des appareils électroniques de réception, lors de la livraison du matériel, vaut par conséquent simple prise de possession et ne signifie pas l'acceptation de celui-ci.

L'acceptation faite dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou, le cas échéant, sur site vaut réception provisoire complète.

L'acceptation implique le transfert de la propriété et des risques de dommage ou de perte.

En cas de refus entier ou partiel d'une livraison, le fournisseur est tenu de reprendre, à ses frais et risques, les produits refusés. Le pouvoir adjudicateur peut soit demander au fournisseur de fournir des marchandises conformes dans les plus brefs délais, soit résilier la commande et s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

#### **5.10.6 Responsabilité du fournisseurs (art. 122)**

Le fournisseur est responsable de ses fournitures jusqu'au moment où les formalités de vérification et de notification dont il est question à l'article 120 sont effectuées, sauf si les pertes ou avaries survenant dans les dépôts du destinataire sont dues à des faits ou circonstances visés aux articles 54 et 56.

Par ailleurs, le fournisseur garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché ou de la défaillance du fournisseur.

### **5.11 Tolérance zéro exploitation et abus sexuels**

En application de sa Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de juin 2019, Enabel applique une tolérance zéro en ce qui concerne l'ensemble des conduites fautives ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

### **5.12 Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 123-126)**

Le défaut du prestataire de services ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux services mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au prestataire de services d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger au prestataire de services une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

#### **5.12.1 Défaut d'exécution (art. 44)**

§1 L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;

2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

§ 2 Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

§ 3 Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 154 et 155.

### **5.12.2 Amendes pour retard (art. 46 et 123)**

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

### **5.12.3 Mesures d'office (art. 47 et 124)**

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont :

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

## **5.13 Fin du marché**

### **5.13.1 Réception des produits fournis (art. 64-65 et 128)**

Les fournitures seront suivies attentivement par le fonctionnaire dirigeant.

#### **Réception provisoire**

A l'expiration du délai de trente jours prévus à l'article 120, alinéa 2, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

Il sera procédé à une réception complète au lieu de livraison sans réception partielle au lieu de production :

La réception provisoire s'effectue complètement au lieu de livraison. Pour examiner et tester les fournitures ainsi que pour notifier sa décision d'acceptation ou de refus, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trente jours.

Le délai prend cours le lendemain du jour d'arrivée des fournitures au lieu de livraison, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit mis en possession du bordereau ou de la facture. Il comprend le délai de trente jours prévus à l'article 120.

### **5.13.2 Transfert de propriété (art. 132)**

Le pouvoir adjudicateur devient de plein droit propriétaire des fournitures dès qu'elles sont admises en compte pour le paiement conformément à l'article 127 des RGE.

### **5.13.3 Délai de garantie (art. 134)**

Le délai de garantie prend cours à la date à laquelle la réception provisoire est accordée. Celui-ci est d'un an.

### **5.13.4 Réception définitive (art. 135)**

La réception définitive a lieu à l'expiration du délai de garantie. Elle est implicite lorsque la fourniture n'a pas donné lieu à réclamation pendant ce délai.

Lorsque la fourniture a donné lieu à réclamation pendant le délai de garantie, un procès-verbal de réception ou de refus de réception définitive est établi dans les quinze jours précédant l'expiration dudit délai.

### **5.13.5 Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -127)**

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché (exemplaire original) à l'adresse suivante :

Sud-Ubangi en RDC dans les locaux de Enabel : 11, Av du Congrès II, C/Labo à Gemena – RD Congo auprès de Yannick Mukendi, [yannick.mukendi@enabel.be](mailto:yannick.mukendi@enabel.be).

Seules les livraisons exécutées de manière correcte pourront être facturés.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin des fournitures, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception technique et de réception provisoire et en notifier le résultat au fournisseur.

Le paiement du montant dû au fournisseur doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de l'échéance du délai de vérification ou à compter du lendemain du dernier jour du délai de vérification si ce délai est inférieur à trente jours. Et pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie <<ainsi que d'autres documents éventuellement exigés.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas une déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en EURO.

Afin que Enabel puisse obtenir les documents d'exonération de la TVA et de dédouanement dans les plus brefs délais, la facture originale et tous les documents ad hoc seront transmis dès que possible avant la réception provisoire.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué après réception provisoire de chaque livraison faisant l'objet d'une même commande.

### **5.14 Litiges (art. 73)**

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Agence belge de développement - Enabel

Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)

À l'attention de Mme Inge Janssens

Rue Haute 147

1000 Bruxelles

Belgique

## 6 Termes de référence

N°	Désignation	Quantité	Spécifications techniques
<b>Terminaux</b>			
01	Laptop 15 pouces performant	15	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Processeur : Core i7-1255(nombre de cœurs 10, nombre de threads 12, fréquence de 1.7 GHz(min) à 4.7GHz Turbo, mémoire cache 12 MB, puissance de base du processeur 15W.</li> <li>• Système d'exploitation : Windows 11 Professionnel 64 bits/Français (licence authentique incluse et obligatoire).</li> <li>• Mémoire : 16 GB DDR4, 3 200 MHz (intégrée + un module SoDIMM).</li> <li>• Disque dur : SSD 2.5 ou SSD PCIe M.2 Classe 40 NVMe 2280 avec 1 To de stockage minimal.</li> <li>• Ecran : Écran de 39,62 cm (15,6") Full HD (1 920 x 1 080), IPS, 300 nits, 45 % de la palette NTSC.</li> <li>• Carte graphique : fréquence maxi 1.25 GHz, résolution maxi : écran intégré (4096 x 2304 @ 120Hz), Display Port 1.4a(7680 x 4320 @ 60Hz), HDMI 2.1(4096 x 2304 @ 60Hz).</li> <li>• Caméra : 720p HD.</li> <li>• Carte réseau : Wi-Fi 6 AX201 802.11AX (2 x 2) &amp; Bluetooth® 5.2.</li> <li>• Ports : 1 port USB 2.0, Port USB-A 3.2 Gen 1 (toujours alimenté), Thunderbolt 4, USB4™ 40 Gbit/s, USB-C 3.2 Gen 2 (prend en charge le transfert de données, Power Delivery 3.0 et DisplayPort™ 1.4), 1 port HDMI 2.0, Ethernet (RJ45), 1 connecteur mixte écouteurs/micro.</li> <li>• Clavier : Pleine taille, rétroéclairé, Français AZERTY (Chiffre en haut).</li> <li>• Logiciel de productivité : Microsoft Office 2021 Professionnel Plus avec licence authentique (livraison des clés de chaque ordinateur est obligatoire).</li> <li>• Batterie : 45 Wh : jusqu'à 9,2 heures (MM18), jusqu'à 12,1 heures (JEITA 2.0), 57 Wh : jusqu'à 15 heures (MM18), jusqu'à 21 heures (JEITA 2.0), prend en charge RapidCharge (jusqu'à 80 % en 60 minutes) avec adaptateur secteur 65 W.</li> <li>• Alimentation : Cordon d'alimentation E5 (européen obligatoire).</li> <li>• Sac : type d'emballage, polybag, hauteur 292 mm (11.50 in), longueur 432 mm (17.01 in), profondeur 95 mm (3.74 in), 100% Polyester, compatible 15,6 pouces, couleur noire et imperméable.</li> </ul>

02	Laptop 15 pouces Standard	31	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Processeur : Core i5-1235U (nombre de cœurs 10, nombre de threads 12, fréquence de 1.3 GHz(min) à 4.4GHz Turbo, mémoire cache 12 MB, puissance de base du processeur 15W.</li> <li>• Système d'exploitation : Windows 11 Professionnel 64 bits/Français (licence authentique incluse et obligatoire).</li> <li>• Mémoire : 8 GB DDR4, 3 200 MHz (intégrée + un module SoDIMM).</li> <li>• Disque dur : SSD 2.5 ou SSD PCIe M.2 Classe 40 NVMe 2280 avec 512 Go de stockage minimal.</li> <li>• Ecran : Écran de 39,62 cm (15,6") Full HD (1 920 x 1 080), IPS, 300 nits, 45 % de la palette NTSC.</li> <li>• Carte graphique : fréquence maxi 1.25 GHz, résolution maxi : écran intégré (4096 x 2304 @ 120Hz), Display Port 1.4a(7680 x 4320 @ 60Hz), HDMI 2.1(4096 x 2304 @ 60Hz).</li> <li>• Caméra : 720p HD.</li> <li>• Carte réseau : Wi-Fi 6 AX201 802.11AX (2 x 2) &amp; Bluetooth® 5.2.</li> <li>• Ports : 1 port USB 2.0, Port USB-A 3.2 Gen 1 (toujours alimenté), Thunderbolt 4, USB4™ 40 Gbit/s, USB-C 3.2 Gen 2 (prend en charge le transfert de données, Power Delivery 3.0 et DisplayPort™ 1.4), 1 port HDMI 2.0, Ethernet (RJ45), 1 connecteur mixte écouteurs/micro.</li> <li>• Clavier : Pleine taille, rétroéclairé, Français AZERTY (Chiffre en haut).</li> <li>• Logiciel de productivité : Microsoft Office 2021 Professionnel Plus avec licence authentique (livraison des clés de chaque ordinateur est obligatoire).</li> <li>• Batterie : 45 Wh : jusqu'à 9,2 heures (MM18), jusqu'à 12,1 heures (JEITA 2.0), 57 Wh : jusqu'à 15 heures (MM18), jusqu'à 21 heures (JEITA 2.0), prend en charge Rapid Charge (jusqu'à 80 % en 60 minutes) avec adaptateur secteur 65 W.</li> <li>• Alimentation : Cordon d'alimentation E5 (européen obligatoire).</li> <li>• Sac : type d'emballage, polybag, hauteur 292 mm (11.50 in), longueur 432 mm (17.01 in), profondeur 95 mm (3.74 in), 100% Polyester, compatible 15,6 pouces, couleur noire et imperméable.</li> </ul>
03	Laptop Pour : SIG, expert infrastructure...  Très performant	6	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Processeur :Core i7-12700H (nombre de cœurs 14, nombre de threads 20, fréquence de 2.3 GHz(min) à 4.7GHz Turbo, mémoire cache 24 MB, puissance de base du processeur 45W.</li> <li>• Système d'exploitation : Windows 11 Professionnel 64 bits/Français (licence authentique incluse et obligatoire)</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mémoire : 32 GB DDR5, 4800 MHz extensible à 64 GB</li> <li>• Disque dur : SSD 2.5 ou SSD PCIe M.2 Classe 40 NVMe 2280 avec 1 To de stockage minimal.</li> <li>• Ecran : 15.6" FHD (1920 x 1080) IPS, 165 Hz, non tactile, AG, grand angle de vue, rétroéclairage LED, 300 cd/m<sup>2</sup>, bordure fine, anti-reflet, 250 nits</li> <li>• Carte graphique : Fréquence Boost 1,78 GHz, Fréquence de base 1,32 GHz, Mémoire 6Go GDDR6, Cœurs Tensor 3ème génération, Prise en charge de Microsoft DirectX 12 Ultimate, 192-bit</li> <li>• Caméra : Appareil photo RVB HD avec microphones à matrice numérique intégrés dans l'appareil photo, 720p HD</li> <li>• Carte réseau : Wi-Fi 6 AX201 802.11AX (2 x 2) &amp; Bluetooth® 5.2</li> <li>• Ports : 2 Port USB 3.2 grande vitesse Gen 1, Port Thunderbolt 4/Port USB-C avec DisplayPort avec mode alternatif, Port USB 3.2 grande vitesse Gen 1, HDMI 2.1, RJ45, Casque/microphone, Entrée d'alimentation</li> <li>• Clavier : Pleine taille, rétroéclairé, Français AZERTY (Chiffre en haut).</li> <li>• Logiciel de productivité : Microsoft Office 2021 Professionnel Plus avec licence authentique (livraison des clés de chaque ordinateur est obligatoire).</li> <li>• Batterie : de 6 à 8 heures d'autonomie, 97 Wh</li> <li>• Alimentation : Cordon d'alimentation E5 (européen obligatoire)</li> <li>• B7Sac : Polyester, sac à dos, résistant à la pluie, couleur Noire, compatible 15.6 pouces</li> </ul>
<b>04</b>	<b>Ordinateur de bureau (standard)</b>	<b>67</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Format : Small Form Factor</li> <li>• Processeur : Core i7-12500T (nombre de cœurs 12, nombre de threads 20, fréquence de 1.4 GHz(min) à 4.7GHz(max) Turbo, mémoire cache 25 MB, puissance de base du processeur 35W.</li> <li>• Système d'exploitation : Windows 11 Professionnel 64 bits/Français (licence authentique incluse et obligatoire)</li> <li>• Carte graphique : UHD, fréquence de base 300MHz, sortie graphique DP (eDP 1.4b = 7680 x 4320 @ 60Hz), HDMI (HDMI 2.1 = 4096 x 2160 @ 60Hz), Ecran intégré (5120 x 3200 @ 120Hz), fréquence 1.50 GHz.</li> <li>• Mémoire : 16 GB (extensible jusqu'à 32 GB), 1 X 16GB, DDR4 2666 MHz à 3200MHz</li> <li>• Disque dur : 1 TB, M.2 2230, PCIe NVMe, SSD, Class 35</li> <li>• Logiciel de productivité : Microsoft Office 2021 Professionnel Plus avec licence authentique</li> </ul>



			<p>(livraison des clés de chaque ordinateur est obligatoire).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ports : Avant : 1 port USB 3.2 Gen 2 avec PowerShare, 1 port USB-C® 3.2 Gen 2x2, 1 prise jack audio universelle, 1 port audio d'entrée/sortie de ligne avec réaffectation.</li> <li>• Arrière : 1 port Ethernet RJ45, 1 port en option HDMI 2.0b/DisplayPort 1.4a (HBR3) /VGA/PS2/Série/USB-C avec mode alternatif DisplayPort, 1 port USB 3.2 Gen 1, 1 port USB 3.2 Gen 1 avec Smart Power On, 2 ports USB 3.2 Gen 2, 2 ports DisplayPort 1.4a (HBR2), 1 port pour adaptateur secteur.</li> <li>• Emplacements : 1 logement de câble de sécurité Kensington, 1 bague de verrouillage, 1 logement M.2 2230 pour carte Wi-Fi et Bluetooth, 2 logements M.2 2230/2280 pour disques SSD Gen4 x4</li> <li>• Carte réseau : Carte sans fil Wi-Fi 6E 2x2 AX211 Bluetooth 5.2 avec antenne interne.</li> <li>• Alimentation : adaptateur secteur de 90 w, connecteur de 4,5 mm pour 35 w, adaptateur secteur de 130 w, connecteur de 4,5 mm pour 35 w, adaptateur secteur de 180 w, connecteur de 7,4 mm pour 65 w.</li> <li>• Dimensions et poids : Hauteur : 182 mm (7,16"), Largeur : 36 mm (1,42"), Profondeur : 178 mm (7,00"), Poids : 0,94 kg (2,06 livres)</li> <li>• Périphériques E/S obligatoires (même fabricant) :</li> <li>• Moniteur : Taille : 21.5'' pouces (minimum), facteur de forme 16 :9, Ports : HDMI, VGA, DP, USB 3.2 montant de génération 1, 4 x USB 3.2 descendant de génération 1, résolution Full HD (1080p) 1920 x 1080 à 60 Hz. Câble HDMI inclus (obligatoire).</li> <li>• Souris : Filaire USB, optique.</li> <li>• Clavier : Français AZERTY (Chiffre en haut) avec pavé numérique, Chiclet, USB filaire. B7</li> </ul>
<b>05</b>	<b>Imprimante N&amp;B (Moyenne)</b>	<b>17</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Imprimante laser monochrome(N&amp;B) multifonction 4-en-1</li> <li>• Impression / Copie / Numérisation / Fax</li> <li>• Recto-verso automatique A4</li> <li>• Vitesse d'impression : jusqu'à 38 ppm (recto) / jusqu'à 31 ipm (recto-verso)</li> <li>• Vitesse de copie : jusqu'à 38 ppm</li> <li>• Vitesse de numérisation : jusqu'à 46 ipm</li> <li>• Ecran couleur tactile 2.7"</li> <li>• Format papier : A4, A5</li> <li>• Port USB 2.0 et connecteur Gigabit Ethernet</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Wi-Fi Dual Band et Wi-Fi Direct</li> <li>• Bluetooth Low Energy</li> <li>• Compatibilité impression mobile avec AirPrint, Mopria, Google Print 2.0</li> <li>• Alimentation : Cordon d'alimentation aux standards Européen E5</li> <li>• + 3 Kits Toners Noir et Blanc par imprimante</li> </ul>
<b>06</b>	<b>Imprimante N&amp;B multifonction (Grande)</b>	<b>3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Type : multifonction laser noir et blanc</li> <li>• Fonctions : B10 impression, copie, numérisation, envoi, stockage et télécopie en option</li> <li>• Processeur : Double processeur (partagé) de 1,75 GHz</li> <li>• Panneau de commande : Écran tactile couleur WSVGA TFT 25,6 cm (10,1 pouces)</li> <li>• Mémoire : 3 Go de RAM</li> <li>• Disque dur : 250 GB (peut atteindre jusqu'à 1 To)</li> <li>• Carte réseau : Ethernet II (1000Base-T/100Base-TX/10Base-T), sans fil LAN (IEEE 802.11 b/g/n).</li> <li>• Ports : 2 ports USB 2.0 (hôte), 1 port USB 3.0 (hôte), 1 port USB 2.0 (périphérique)</li> <li>• Chargeur papier : 2 cassettes de 550 feuilles (80 g/m<sup>2</sup>), Bac multifonctions de 85 feuilles (80 g/m<sup>2</sup>)</li> <li>• Capacité maximale d'entrée papier : 6335 feuilles (80 g/m<sup>2</sup>)</li> <li>• Formats papiers : A3, A4, A4R, B4, B5, B5R, A5R</li> <li>• Impression : recto-verso, laser monochrome, résolution (1200 ppp × 1200 ppp), vitesse (45 ppm (A4), 22 ppm (A3), 32 ppm (A4R), 18 ppm (A5R)).</li> <li>• Copie : vitesse (45 ppm (A4), 22 ppm (A3), 32 ppm (A4R), 18 ppm (A5R)), résolution (lecture : 600 × 600 ppp et impression : jusqu'à 1200 × 1200 ppp), nombre des copies jusqu'à 999.</li> <li>• B8Scan : résolution de 100 × 100 ppp, 150 × 150 ppp, 200 × 100 ppp, 200 × 200 ppp, 200 × 400 ppp, 300 × 300 ppp, *400 × 400 ppp, 600 × 600 ppp</li> <li>• Alimentation : Cordon d'alimentation aux standards Européen E5</li> <li>• +3 Kits Toners Noir et Blanc par imprimante</li> </ul>
<b>07</b>	<b>Imprimante Couleur multifonction (Moyenne)</b>	<b>8</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Imprimante laser couleur professionnelle multifonction Recto-verso automatique A4</li> <li>• Fonctions de sécurité intégrées</li> <li>• Numérisation vers SharePoint, e-mail, USB et vers dossiers réseau</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Multifonctions : impression, numérisation, copie, télécopie</li> <li>• Impression de qualité professionnelle rapide avec vitesse d'impression de 27 ppm</li> <li>• Numérisation recto-verso</li> <li>• Format papier : A4, A5</li> <li>• Écran couleur tactile de 10.9 cm</li> <li>• Volume de page mensuel recommandé : jusqu'à 4 000 pages</li> <li>• Connexions : USB 2.0, USB host, Gigabit Ethernet, Wifi</li> <li>• Capacité du bac papier : bac universel de 50 feuilles, bac d'entrée de 250 feuilles</li> <li>• Alimentation : Cordon d'alimentation aux standards Européen E5</li> <li>• 3 Kits Couleurs: Cyan, Magenta, Yellow and black par imprimante</li> </ul>
<b>08</b>	<b>Ecrans 24</b>	<b>36</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taille de la diagonale : 24 pouces</li> <li>• Résolution de l'image recommandée : 1920 x 1080</li> <li>• Netteté : Full HD (1080p)"</li> <li>• Type d'affichage : Écran LCD à rétroéclairage LED / matrice active TFT</li> <li>• Aspect Ratio (Facteur de forme) : 16 :9</li> <li>• Résolution native : Full HD (1080p) 1920 x 1080 à 60 Hz</li> <li>• Densité par pixel : 0.2745 mm</li> <li>• Luminosité : 250 cd/m<sup>22</sup></li> <li>• Rapport de contraste : 1000 :1</li> <li>• Temps de réponse : 5 ms (gris à gris rapide), 8 ms (gris à gris normal)</li> <li>• Prise en charge des couleurs : 1,07 milliards de couleurs</li> <li>• Connectivité : DisplayPort 1.2 (HDCP 1.4), VGA, HDMI (HDCP 1.4), USB 3.2 montant de génération 1, 4 x USB 3.2 descendant de génération 1</li> <li>• Angle de visualisation horizontale : 178</li> <li>• Angle de visualisation verticale : 178</li> <li>• Câbles inclus : 1 x Câble DisplayPort - DisplayPort vers DisplayPort - 1.8 m, 1 x câble USB SuperSpeed, 1 x câble HDMI</li> </ul>
<b>04</b>	<b>Onduleur</b>	<b>24</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Puissance onduleur (VA) : 1500 VA</li> <li>• Puissance onduleur (W) : 865 W</li> <li>• Type Manageable</li> <li>• Nombre de prises : 6</li> <li>• Connecteur(s) : RJ11 Femelle, RJ45 Femelle, USB, 6 X Prise Française, 1 X Prise 2P + T Femelle</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cordon d'alimentation aux standards Européen E5</li> <li>• Equipements prise en charge : routeur, switch...</li> </ul>
<b>Accessoires</b>			
<b>01</b>	<b>Ecouteurs (sans-fil)</b>	<b>56</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Micro-casque sans fil UC (Communications Unifiées) pour PC/Mac, mobile et tablette - connexion Bluetooth et USB-A</li> <li>• Certifié Microsoft Teams</li> <li>• Dongle USB Bluetooth pour connexion sans fil sur PC/Mac</li> <li>• Micro antibruit pour un son optimal dans tous les environnements de travail</li> <li>• Version Duo 2 écouteurs</li> <li>• Protection acoustique SoundGuard™</li> <li>• Serre-tête matelassé avec larges écouteurs en simili cuir et busylight intégrée</li> <li>• Jusqu'à 30 mètres de portée</li> <li>• 15 heures d'autonomie en écoute</li> <li>• Un son stéréo complet</li> </ul>
<b>02</b>	<b>Souris (sans-fil)</b>	<b>30</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interface : Sans fil 2.4 GHz, Bluetooth 5.0</li> <li>• Technologie de détection de mouvements : Optique</li> <li>• Nombre de boutons : 7</li> <li>• Résolution : 1 600 DPI (réglable via DPM 1 000, 1 600, 2 400, 4 000)</li> <li>• Alimentation : 1 x Pile AA</li> <li>• Dimension : Largeur 6.97 cm, profondeur 11.45 cm, hauteur 4.16 cm, poids 84 g.</li> </ul>
<b>03</b>	<b>Clavier Sans-fil</b>	<b>10</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interface : Sans fil 2.4GHz ou Bluetooth 5.0</li> <li>• Français AZERTY (Chiffre en haut). Le clavier doit avoir la disposition des touches suivantes :</li> <li>• Dongle USB Sans-fil (récepteur)</li> <li>• Alimentation : Piles (2 x AA)</li> <li>• Couleur : Grise Titan</li> <li>• Dimension : Hauteur : 25,34 mm/1 pouce, longueur : 363,2 mm/14,3 pouces, largeur : 121,5 mm/4,8 pouces</li> </ul>
<b>04</b>	<b>Souris avec fil</b>	<b>4</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interface : USB</li> <li>• Fonction de raccourcis clavier : Volume, touche secret, lecture/pause, arrière, avant</li> <li>• Style de touches : Chiclet</li> <li>• Localisation et disposition : AZERTY Français (chiffre en haut)</li> <li>• Dimension : Largeur : 44.2 cm, profondeur : 12.7 cm, hauteur : 2.44 cm</li> <li>• Poids : 503 g</li> <li>• Câbles inclus : 1 x câble USB</li> </ul>
<b>05</b>	<b>Clavier avec fil</b>	<b>4</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interface : USB</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fonction de raccourcis clavier : Volume, touche secret, lecture/pause, arrière, avant</li> <li>• Style de touches : Chiclet</li> <li>• Localisation et disposition : AZERTY Français (chiffre en haut)</li> <li>• Dimension : Largeur : 44.2 cm, profondeur : 12.7 cm, hauteur : 2.44 cm</li> <li>• Poids : 503 g</li> <li>• Câbles inclus : 1 x câble USB</li> </ul>
<b>06</b>	<b>Rétroprojecteur (mobile)</b>	<b>7</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connexions : USB 2.0-A, USB 2.0, Entrée VGA, Entrée HDMI, Entrée composite, Câble RCA de sortie audio, Réseau local sans fil IEEE 802.11b/g/n (WiFi 4) (en option)</li> <li>• Puissance : 327 Watts</li> <li>• Luminosité : 4000 lm</li> <li>• Type de contrôleur : Contrôle pavé tactile, Télécommande</li> <li>• Résolution d'affichage : WXGA</li> <li>• Appareils compatibles : Ordinateur portable</li> <li>• Technologie : 3LCD, Panneau LCD : 0,59 pouce avec C2 Fine</li> <li>• Rapport de contraste : 16 000 : 1</li> <li>• Taille de l'image : 33 pouces - 320 pouces</li> <li>• Ecran Mobile : 50" 4 :3, compatible avec le rétroprojecteur</li> </ul> <p>Alimentation : Cordon d'alimentation aux standards Européen E5</p>
<b>07</b>	<b>Appareil photo</b>	<b>2</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• INNOVANT – L'autofocus CMOS Dual Pixel II basé sur le Deep Learning détecte tous les sujets en mouvement (personnes animaux et véhicules) pour des photos toujours plus nettes</li> <li>• AU CŒUR DE L'ACTION – Créez du contenu captivant en immersion quel que soit le sujet grâce au capteur APS-C qui augmente de 16x la portée des objectifs</li> <li>• DÉTAIL – Capturez tous les détails grâce à un capteur de 242 mégapixels même en basse lumière avec une sensibilité ISO jusqu'à 32000</li> <li>• RAPIDITÉ – Immortalisez l'instant grâce à la prise de vue en continu jusqu'à 15 im/s avec l'obturateur mécanique et jusqu'à 23 im/s avec l'obturateur électronique silencieux</li> <li>• POLYVALENT – Léger et compact l'objectif RF-S 18-45mm F45-63 IS STM est le compagnon de voyage idéal Réalisez de magnifiques photos du quotidien et des vlogs immersifs</li> <li>• VIDÉO 4K – L'EOS R10 a été conçu pour les créateurs de contenu avec une prise en main facile Grâce au mode vidéo 4K réalisez des vlogs toujours plus créatifs</li> </ul>

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• WI-FI INTÉGRÉ – Créez une connexion Wi-Fi directe ou connectez votre appareil photo à votre smartphone pour diffuser et partager instantanément vos photos et vidéos</li> <li>• CONTENU – Boîtier EOS R10 Plus Objectif RF-S 18-45mm F45-63 IS STM Plus Bouchon de boîtier R-F-5 Plus Batterie LP-E17 et chargeur de batterie LC-E17E Plus Bouchon d'objectif E-49</li> <li>•</li> </ul>
<b>08</b>	<b>Clé USB 32G</b>	<b>10</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interface avec l'ordinateur : USB 3.0</li> <li>• Capacité :32G</li> <li>• Résistant aux chocs : oui</li> <li>• Couleur : Noir</li> <li>• Largeur :77mm</li> <li>• Hauteur :24mm</li> <li>• Profondeur :24mm</li> <li>• Poids :37g</li> <li>• Garantie :1 ans</li> </ul>
<b>09</b>	<b>Housse de Protection pour Ordinateur de Bureau</b>	<b>67</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Housse pour l'écran 22''</li> <li>• Housse pour le Clavier</li> <li>• Housse pour l'unité central 15 x 127 x 77 centimètres</li> </ul>
<b>10</b>	<b>Ecran de projection</b>	<b>3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Format 1 :1 carré</li> <li>• Dimensions : 160 x 160 cm</li> <li>• Revêtement arrière noir</li> <li>• Support trépied</li> <li>• Hauteur totale : 270 cm</li> </ul>
<b>11</b>	<b>Cartouches de recharge</b>	<b>28</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• HP 58A cartouche de toner noir authentique</li> <li>• Couleur : noir</li> <li>• Rendement approximatif par cartouche : 3000 pages</li> <li>• Compatibilité : HP LaserJet Pro MFP M428fdw</li> </ul>
<b>12</b>	<b>Tablette</b>	<b>6</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taille de l'écran 10,9''</li> <li>• Capacité de stockage :128Go</li> <li>• Mémoire Vive (Ram) 8G</li> <li>• Communication Bluetooth et Wi-Fi</li> <li>• Processeur Snapdragon 8 Gen 2</li> <li>• Capacité de la batterie 8400mAh</li> <li>• Nombre de hautparleurs 4</li> </ul>
<b>13</b>	<b>Sac pour laptop 15''</b>	<b>30</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sac : type d'emballage, polybag, hauteur 292 mm (11.50 in), longueur 432 mm (17.01 in), profondeur 95 mm (3.74 in), 100% Polyester, compatible 15,6 pouces, couleur noire et imperméable.</li> </ul>

14	<b>Imprimante Numérique pour T-Shirt clair et foncé</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dimensions Long :1300 Larg :1810 Haut :1250mm poids : 170kg</li> <li>• Tête d'impression Tête piezo 8 canaux 180 buses par canaux</li> <li>• Taille image 1150X632 mm (max 750mm)</li> <li>• Interface IEE-1394, USB 2.0</li> <li>• Drivers windows XP, vista, 7, 8 et 10</li> <li>• Encre DTGTEX™/DTGUNI™/solvant de nettoyage</li> <li>• Résolution 720 à 1440 dp</li> <li>• Couleurs d'encre Cyan/Magenta/Jaune/Noir/ + 4 canaux de blanc</li> </ul>
15	<b>Adaptateur USB 3.0 Wifi 5Ghz 2.4G</b>	70	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clé WiFi 6 Puissante AX1800 Mbps,</li> <li>• Archer TX20U,</li> <li>• Adaptateur USB wifi,</li> <li>• dongle wifi, USB 3.0 Bi-Bande, 2.4G / 5GHz,</li> <li>• MU-MIMO,</li> <li>• WPA3, compatible avec Windows 11/10</li> </ul>
16	<b>Nettoyeur clavier Bombe Air Sec 400 ml</b>	30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bombe Air Sec 400 ml,</li> <li>• Sprays Dépoussiérant Matériel Informatique,</li> <li>• Dépoussiérant, Air Comprimé Nettoyage PC,</li> <li>• Dépoussiérant Ordinateur,</li> <li>• Spray Nettoyant Clavier/Imprimante</li> <li>•</li> </ul>
17	<b>Nettoyeur d'écran</b>	30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nettoyeur d'écran + Chiffon Microfibre 40x40 cm. Nettoyage sans Rayures de Tous Les écrans et displays, Absolument sans Traces</li> </ul>
<b>Visio Conférence</b>			
01	<b>Kit (Caméra, Microphone et haut-parleur)</b>	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participants : 15 participants</li> <li>• Interface avec ordinateur : USB 3.0 Type C MÔle</li> <li>• Haut-Parleur : Oui, HP frontal (séparé)</li> <li>• Microphone : capacité à être déporté sur la table, portée des micros de 6,0 mètres</li> <li>• Caméra :</li> <li>• Résolution de la caméra : UHD 4K 2160p - 8 à 13 Mpx</li> <li>• Angle de vue (maxi) : 90°</li> <li>• Angle de vue (maxi) : 90°</li> <li>• Champ de vision : 60° à 99°</li> <li>• Caméra orientable (Pan Tilt Zoom) Oui - PTZ mécanique &amp; numérique</li> <li>• Recadrage sur les participants Oui, auto. (Auto Framing), Oui, manuel</li> <li>• Certifié Microsoft Teams, Zoom, Google Mee</li> </ul>

02	Clavier avec pavé numérique	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Type : clavier avec pavé souris intégré</li> <li>• Norme : AZERTY international</li> <li>• Type de connexion : Protocole propriétaire Unifying (2,4 GHz)</li> <li>• Touches spéciales : Muet, Volume - et Volume +</li> <li>• Mise sous tension : Commutateur de marche/arrêt</li> <li>• Alimentation : 2 AA</li> <li>• Longévité de la pile (non rechargeable) : Jusqu'à 18 mois</li> <li>• Longévité des touches : touches conçues pour supporter jusqu'à 5 millions de frappe</li> <li>• Données sonores : jusqu'à 55 dBA pour toutes les touches</li> <li>• Portée sans fil : 10 m</li> <li>• Compatible : Windows 7, Windows 8, Windows 10 et version ultérieure, Android 5.0 ou version ultérieure et Chrome OS, AndroidTV</li> </ul>
03	Barebone(mini) PC Type 2 – Plus performant	3	<p>*Processeur : Intel Core i7-12700H (nombre de cœurs 12, nombre de threads 16, fréquence de 3.4 GHz, mémoire cache 18 MB, puissance de base du processeur 28W).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Système d'exploitation : Windows 11 Professionnel 64 bits/Français (licence authentique incluse et obligatoire)</li> <li>• Mémoire : 16GB ou 32 GB DDR4, 3 200 MHz</li> <li>• Disque dur : SSD 2.5 ou SSD PCIe M.2 Classe 40 NVMe 2280 avec 1 To de stockage minimal.</li> <li>• Carte graphique : Contrôle graphique intégré, fréquence maxi 1.4 GHz,</li> <li>• Carte réseau : 2.5 Gbps Gigabit Ethernet (2.5 GbE), Wi-Fi 6E &amp; Bluetooth® 5.3</li> <li>• Ports : 2 X USB 3.1, 1 X Jack 3,5mm Femelle Stéréo, 2 X HDMI Femelle, 1 X USB 3.1, 1 X USB 2.0, 1 X RJ45 Femelle.</li> <li>• Logiciel de productivité : Microsoft Office 2021 Professionnel Plus avec licence authentique (livraison des clés de chaque ordinateur est obligatoire).</li> <li>• Alimentation : Cordon d'alimentation E5 (européen obligatoire)</li> </ul>
04	Télévision 55"	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Type : SMART</li> <li>• Taille de l'écran : 138 cm (55" à 65")</li> <li>• Technologie : LED</li> <li>• Résolution : 3840 x 2160 pixels conditionnent la qualité d'image. Plus il y a de pixels, plus l'image est riche</li> <li>• Définition : 4K, la définition est 4X supérieure à la norme HD et permet un niveau de détail élevé</li> <li>• Fréquence de balayage native (Fluidité de l'image) : 50 Hz affichent 50 images par seconde</li> <li>• Type de processeur : Crystal Processor 4K</li> </ul>



			<ul style="list-style-type: none"> <li>• HDR : Oui, permet d'augmenter le niveau de détail de l'image et son contraste</li> <li>• Son : Puissance de 20 Watts</li> <li>• Traitement du son : Dolby Digital Plus</li> <li>• Ports : 3 HDMI 2.0, USB, Ethernet et PCMCIA, sortie optique</li> <li>• Reseau: Ethernet, Wi-Fi, Bluetooth, Airplay...</li> </ul>
<b>05</b>	<b>Table support téléviseur 55"</b>	<b>3</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le support de montage flexible s'adapte à la plupart des téléviseurs à écran plat / LCD / LED de 32 à 75 pouces avec une capacité de charge maximale de 50 kg.</li> <li>• Compatibilité VESA de 100 mm x 100 mm à 600 mm x 400 mm</li> <li>• Le support cantilever de support TV peut être incliné de 13 degrés vers le haut et vers le bas. La hauteur réglable de 109,5 cm à 160 cm pour fournir l'angle de vision optique.</li> <li>• Cadre en acier de haute qualité avec une finition brillante élégante assure la durabilité et la stabilité. La construction de base large empêche le basculement du support.</li> <li>• Le chariot TV de d'exposition sur roulette est livré avec deux étagères solides (45 x 32cm) pour contenir un ordinateur portable, un lecteur DVD, une console de jeu ou LCD /OLED... (capable de supporter jusqu'à 10 kg).</li> <li>• *4 roulettes robustes sont équipées pour déplacer facilement le chariot TV d'un endroit à l'autre. Le mécanisme de verrouillage intégré permet au chariot d'être stationnaire ou mobile si désiré</li> </ul>

## 6.1 Conditions générales

Les fournitures doivent être neuves et garanties d'origine. Elles doivent être exemptes de tout vice ou défaut qui pourrait nuire à leur apparence et à leur bon fonctionnement, et elles doivent être conformes au point « Fiches techniques ».

Le soumissionnaire joindra à son offre :

- Les fiches techniques des fournitures ;
- Les certificats ou attestations d'origine des fournitures ;

## 6.2 Service après-vente

Le soumissionnaire joindra à son offre une déclaration certifiant qu'il s'engage à :

- Fournir pendant une période de 2 ans à compter de la date de livraison de la dernière fourniture, les pièces de rechange qui lui sont commandées ;
- Assurer pendant une période de 2 ans, soit par ses services, soit par ceux de ses sous-traitants, l'entretien et la réparation de la fourniture moyennant contrat séparé.

## 7 Formulaires

### 7.1 Fiche d'identification

#### 7.1.1 Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici : <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

<b>I. DONNÉES PERSONNELLES</b>		
NOM(S) DE FAMILLE <sup>11</sup>		
PRÉNOM(S)		
DATE DE NAISSANCE		
JJ MM AAAA		
LIEU DE NAISSANCE (VILLE, VILLAGE)	PAYS DE NAISSANCE	
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ		
CARTE D'IDENTITÉ PASSEPORT PERMIS DE CONDUIRE <sup>12</sup> AUTRE <sup>13</sup>		
PAYS ÉMETTEUR		
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ		
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL <sup>14</sup>		
ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE		
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE
RÉGION <sup>15</sup>	PAYS	
TÉLÉPHONE PRIVÉ		
COURRIEL PRIVÉ		
<b>II. DONNÉES COMMERCIALES</b>		Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE ?	<b>NOM DE L'ENTREPRISE (le cas échéant)</b>	
	<b>NUMÉRO DE TVA</b>	
	<b>NUMÉRO D'ENREGISTREMENT</b>	
	<b>LIEU DE L'ENREGISTREMENT</b>	<b>VILLE</b>

<sup>11</sup> Comme indiqué sur le document officiel.

<sup>12</sup> Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

<sup>13</sup> A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

<sup>14</sup> Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

<sup>15</sup> Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatique au Sud-Ubangi.

COD2299311SH3-10156

OUI      NON	PAYS
DATE	SIGNATURE

### 7.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdf19b>.

NOM OFFICIEL <sup>16</sup>				
NOM COMMERCIAL (si différent)				
ABRÉVIATION				
FORME JURIDIQUE				
TYPE	A BUT LUCRATIF			
D'ORGANISATION	SANS BUT LUCRATIF	ONG <sup>17</sup>	OUI	NON
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL <sup>18</sup>				
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (Le cas échéant)				
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE	PAYS		
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA	
NUMÉRO DE TVA				
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL				
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE		
PAYS	TÉLÉPHONE			
COURRIEL				
DATE	CACHET			

<sup>16</sup> Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

<sup>17</sup> ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

<sup>18</sup> Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

CSC Marché de Fournitures relatif à l'obtention et la livraison de matériels informatique au Sud-Ubangi.   
COD2299311SH3-10156

<b>SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ</b>	
---	--

### 7.1.3 Entité de droit public<sup>19</sup>

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1b>.

<b>NOM OFFICIEL<sup>20</sup></b>			
<b>ABRÉVIATION</b>			
<b>NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL<sup>21</sup></b>			
<b>NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE</b>			
<b>(Le cas échéant)</b>			
<b>LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>VILLE</b>	<b>PAYS</b>	
<b>DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL</b>	<b>JJ</b>	<b>MM</b>	<b>AAAA</b>
<b>NUMÉRO DE TVA</b>			
<b>ADRESSE OFFICIELLE</b>			
<b>CODE POSTAL</b>	<b>BOITE POSTALE</b>	<b>VILLE</b>	
<b>PAYS</b>	<b>TÉLÉPHONE</b>		
<b>COURRIEL</b>			
<b>DATE</b>	<b>CACHET</b>		
<b>SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ</b>			

### 7.1.4 Sous-traitants

<sup>19</sup> Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'ester en justice, d'acquiescer et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.).

<sup>20</sup> Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

<sup>21</sup> Numéro d'enregistrement de l'entité au registre national.

Nom et forme juridique	Adresse / siège social	Objet

## 7.2 Formulaire d'offre - Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du CSC /COD2299311SH3-10156, le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Les prix unitaires et les prix globaux de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

La taxe sur la valeur ajoutée fait l'objet d'un poste spécial de l'inventaire, pour être ajoutée au montant de l'offre. Le soumissionnaire s'engage à exécuter le marché public conformément aux dispositions du CSC /, aux prix suivants, exprimés en euros et hors TVA :

Pourcentage TVA : .....%.

En cas d'approbation de la présente offre, le cautionnement sera constitué dans les conditions et délais prescrits dans le cahier spécial des charges.

L'information confidentielle et/ou l'information qui se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux est clairement indiquée dans l'offre.

Afin de rendre possible une comparaison adéquate des offres, les données ou documents mentionnés << ci-dessous ou au point ..., dûment signés, doivent être joints à l'offre.

En annexe ....., le soumissionnaire joint à son offre .....

Le soumissionnaire déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration.

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à ..... le .....

### 7.3 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une **décision judiciaire ayant force de chose jugée** pour l'une des infractions suivantes :
  - 1° participation à une **organisation criminelle** ;
  - 2° **corruption** ;
  - 3° **fraude** ;
  - 4° infractions **terroristes**, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
  - 5° **blanchiment** de capitaux ou **financement du terrorisme** ;
  - 6° **travail des enfants** et autres formes de traite des êtres humains.
  - 7° occupation de ressortissants de pays tiers en **séjour illégal**.
  - 8° la création de sociétés offshoreL'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement.
2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au **paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale** pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;
3. Le soumissionnaire est en **état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire**, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
4. Le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une **faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité**.

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

Une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019

- b. Une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 [<lien>](#) ;
- c. Une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d. Le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e. Lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.

La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

5. Lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives ;
6. Des **défaillances importantes ou persistantes** du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une **obligation essentielle** qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

Sont considérées comme 'défaillances importantes' le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établi par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail. La présence du soumissionnaire sur la liste d'exclusion Enabel en raison d'une telle défaillance sert d'un tel constat.

7. Des mesures restrictives ont été prises vis-à-vis du contractant dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.

8. Le soumissionnaire ni un de des dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales-nations-unies>

Pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

[https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive\\_measures-2017-01-17-clean.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf)

Pour la Belgique :

[https://finances.belgium.be/fr/sur\\_le\\_spf/structure\\_et\\_services/administrations\\_generales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2](https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2)

9. <...>Si Enabel exécute un projet pour un autre bailleur de fonds ou donneur, d'autres motifs d'exclusion supplémentaires sont encore possibles.

Le soumissionnaire déclare formellement être en mesure, sur demande et sans délai, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si :

a. Enabel a la possibilité d'obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que le soumissionnaire ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant à Enabel de les obtenir, avec l'autorisation d'accès correspondante ;

b. Enabel est déjà en possession des documents concernés.

Le soumissionnaire consent formellement à ce que Enabel ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document.

Date

Localisation

Signature



## 7.4 Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires

Concerne le soumissionnaire :

Domicile / Siège social :

Référence du marché public :

À l'attention de la Coopération Technique Belge,

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de la Coopération Technique Belge.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec la Coopération Technique Belge (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie et à la lutte contre la corruption repris dans le Cahier spécial des charges et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Je suis / nous sommes de même conscient(s) du fait que les membres du personnel de la Coopération Technique Belge sont liés aux dispositions d'un code éthique qui précise ce qui suit : *“Afin d'assurer l'impartialité des membres du personnel, il leur est interdit de solliciter, d'exiger ou d'accepter des dons, gratifications ou avantages quelconques destinés à eux-mêmes ou des tiers, que ce soit ou non dans l'exercice de leur fonction, lorsque les dons, gratifications ou avantages précités sont liés à cet exercice. Notons que ce qui importe le plus dans cette problématique est moins l'enrichissement résultant de l'acceptation de dons, gratifications ou avantages de toute nature, que la perte de l'impartialité requise du membre du personnel dans l'exercice de sa fonction. À titre personnel, les membres du personnel n'acceptent aucune gratification, aucun don ni avantage financier ou autre, pour les services rendus”*.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de la Coopération Technique Belge, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour la Coopération Technique Belge.
- Le contractant du marché (adjudicataire) s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que la Coopération Technique Belge se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé" par :

Avec mention du nom et de la fonction

.....

Lieu, date

## 7.5 Bordereau de prix

N°	Désignation	Quantité	PU €	PT €
<b>Terminaux</b>				

01	Laptop 15 pouces performant	15		
02	Laptop 15 pouces Standard	31		
03	Laptop Pour : SIG, expert infrastructure... Très performant	6		
04	Ordinateur de bureau (standard)	67		
05	Imprimante N&B (moyenne)	17		
06	Imprimante N&B multifonction (Grande)	3		
07	Imprimante Couleur multifonction (moyenne)	8		
08	Ecrans 24	36		
09	Onduleur 1500VA	24		
<b>Accessoires</b>				
01	Ecouteurs (sans-fil)	56		
02	Souris (sans-fil)	30		
03	Clavier Sans-fil	10		
04	Souris avec fil	4		
05	Clavier avec fil	4		
06	Rétroprojecteur (mobile)	7		

07	Appareil photo	2		
08	Clé USB 32G	10		
09	Housse de protection pour ordinateur de bureau	67		
10	Ecran de projecteur	3		
11	Cartouche de recharge	28		
12	Tablette	6		
13	Sac pour laptop 15"	30		
14	Imprimante Numérique pour T-Shirt clair et foncé	1		
15	Adaptateur USB 3.0 Wifi 5Ghz 2.4G	70		
16	Nettoyeur clavier Bombe Air Sec 400 ml	30		
17	Nettoyeur d'écran	30		
18	Disque dur externe 2To	3		
<b>Visio Conférence</b>				
01	Kit (Caméra, Microphone et haut-parleur)	3		
02	Clavier avec pavé numérique	3		
03	Barebone(mini)	3		

04	Télévision 55	3		
05	Table support téléviseur 55"	3		
<b>Total GENERAL HT</b>				

## 7.6 Documents à remettre – liste exhaustive

- Le dûme ;
- La déclaration sur l'honneur ;
- La déclaration d'intégrité ;
- Les états financiers certifiés
- Les fiches techniques
- Le formulaire d'offre – prix
- Le bordereau de prix
- Les certificats d'origine